

Yves Jégo : "Jean-François Copé doit comprendre qu'on n'endigie pas le FN en devenant le FN"



La proposition de Jean-François Copé de réformer le droit du sol divise l'opposition. Pour l'ancien ministre de l'Outre-mer Yves Jégo, il s'agit d'une proposition inacceptable pour qui se prétend républicain.

Avec Yves Jégo

Atlantico : L'UMP présentera d'ici à la fin de l'année une proposition de loi réformant le droit du sol et prévoyant la fin de l'acquisition automatique de la nationalité pour les enfants nés en France de parents étrangers, a annoncé Jean-François Copé. Une proposition qui divise déjà l'UMP. Nicolas Sarkozy lui-même avait déclaré en 2007 : " le droit du sol, c'est la France". Le droit du sol est-il une ligne rouge qu'il ne faut pas franchir ?

Yves Jégo : Jean-François Copé doit comprendre qu'on n'endigie pas le FN en devenant le FN. Pour tout républicain, il est inacceptable de remettre en cause le droit du sol. Nous le tenons en héritage de la Constitution de 1791, des lois de la IIIe République, et du « plébiscite de tous les jours » cher à Ernest Renan. Par ailleurs, le projet de l'UMP méconnaît le droit actuel. En réalité, il n'y a acquisition automatique de la nationalité qu'en cas de « double droit du sol » : vous êtes né en France, et vous avez au moins un parent né en France. En revanche, non, dans le droit actuel, il n'y a pas d'acquisition automatique si vous êtes né en France de parents nés à l'étranger.

Alors que la polémique autour de Leonarda continue d'enfler et que le FN réussit une percée, cette proposition n'est-elle pas une réponse légitime aux angoisses des Français ?

Non, car le FN ne progresse pas grâce à un vote d'adhésion. Vous n'avez pas en France 1 électeur sur 4 pour la sortie de l'Europe, la sortie de l'euro, le rétablissement de la peine de mort, la suppression du droit à l'avortement, la ségrégation, et la fermeture des frontières. Non. **Le FN progresse grâce au vote-sanction. Ce vote antisystème enfle à mesure que le chômage monte, que la crise économique s'enracine, et que les gouvernements successifs échouent.** Nul hasard si le retour électoral de l'extrême droite française, au début des années quatre-vingt, coïncide avec le retour du chômage de masse. Dans ces conditions, courir après les idées du FN, ça n'a pas de sens. Ce qu'il faut, c'est proposer des mesures d'urgence pour rétablir la société de confiance, l'équité, et le plein-emploi.

Jean-François Copé a déclaré : "la politique d'immigration actuelle est encore celle du XXème siècle,

quand la France avait une immigration économique." Ce constat est-il, malgré tout, en partie fondé ?

Tarir tous les flux d'immigration, ce serait aussi absurde qu'ouvrir toutes les vannes de l'immigration Pour certains métiers, nous avons déjà en France des candidats en surabondance par rapport aux besoins : là, effectivement, pas besoin d'immigration économique. Pour d'autres métiers, en revanche, faute d'avoir assez de candidats qualifiés en France, si, nous avons toujours besoin d'immigration économique.

Quel autre type de réponses préconisez-vous ?

Nous devons nous inspirer du modèle canadien de politique d'immigration. Chaque année, les pouvoirs publics établissent des quotas d'immigration économique, par métiers. Donc, chaque année, pour chaque métier, nous aurions plus, moins ou autant d'immigration économique, en fonction de nos besoins. C'est cela, une politique intelligente d'immigration.

Propos recueillis par [Alexandre Devecchio](#)